Article écrit par Christian SCHOLLY le 2 mai 2019

Budget auto : vers une politique de taxation raisonnable ?

Tribune de Christian Scholly - Directeur Général d'Automobile Club Association

© Christian Kempf

Le 3 avril dernier, le Club a présenté à la presse son étude annuelle du Budget de l'Automobiliste©, photographie des dépenses moyennes qu'un automobiliste “type” consacre à son véhicule.

L'étude a été largement relayée par les médias, compte tenu des mouvements sociaux que connaît le pays et qui avaient débuté au dernier trimestre 2018 par une opposition farouche au processus de hausse annoncé des taxes sur le carburant.

Au début de l'année 2018, et déjà lors de la publication de son Budget, le Club avait fait état de ses craintes quant à ces hausses programmées et avait rappelé le “délire fiscal” qui se mettait en place. On connaît la suite...

Au final, pour toute l'année 2018, les taxes sur le carburant ont malgré tout connu une hausse de 6 % pour le SP95 (soit 3 fois le niveau de l'inflation de 1,8 %) et de 12,9 % pour le gazole (soit 7 fois le niveau de l'inflation de 2018 !). Alors que les produits de consommation courante que nous achetons subissent une TVA “normale” de 20 %, un litre de SP95 supporte une taxation de 167 % et un litre de gazole supporte un taux de taxation de 144 % !

Quand on sait que le carburant est un produit de base indispensable à des millions de Français, simplement pour pouvoir aller travailler car 7 salariés sur 10 n'ont pas d'autre choix, comment justifier un tel délire fiscal ? Et si l'on comptabilise toutes les taxes que paye un automobiliste sur toutes ses dépenses liées à la voiture, celui qui parcourt environ 9 000 km/an dans une Clio essence va lâcher 1 € de taxes tous les 5 km, celui qui fait 15 000 km/an dans une 308 diesel va donner au fisc 1 € de taxes tous les 7 km parcourus !

Pour la première fois, nous avons tenté d'établir “un budget” pour une voiture électrique. Une comparaison - encore bien imparfaite - d'une proposition de location longue durée pour une Renault Zoé par rapport à celle d'une Clio essence abouti à un coût au kilomètre 26 % plus cher en électrique qu'en thermique. Bien sûr, des évolutions vont venir réduire assez vite les handicaps actuels des véhicules électriques. Mais du côté de son budget, le consommateur devra tenir compte de la fin prévisible des aides gouvernementales, de la nécessité de financer le coût des infrastructures de recharge et d'une TICPE (Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Énergétiques) qui risque fort de s'intéresser de près à l'électricité dès lors que les recettes des taxes sur les carburants pétroliers diminueront.

Bonne route !

Illustration : Pierre Klein